

Laon, le 15 septembre 2026

COMMUNIQUE DE PRESSE

« Le logement n'a pas besoin de slogans. Il a besoin d'actes. »

Intervention de Freddy Grzeziczak, Président de l'OPAL

Le logement est revenu ces derniers jours au cœur du débat politique national. **Tant mieux. Car il y a urgence à agir.**

Urgence à agir pour permettre à chacun de trouver un logement correspondant à ses besoins et à ses moyens.

Urgence à agir pour réhabiliter nos logements, réduire leurs consommations et contenir autant que possible le poids des charges.

Urgence à agir pour adapter notre patrimoine au vieillissement de la population et aux étés de plus en plus chauds.

Urgence à agir, enfin, pour redonner aux acteurs du logement les moyens d'investir, en simplifiant les normes et en mettant fin aux injonctions contradictoires qui freinent trop souvent leur capacité d'action.

Car derrière les débats, les annonces et les dispositifs, il y a une réalité très simple : se loger est une préoccupation quotidienne pour des millions de Français.

Dans l'Aisne, avec plus de **14 000 logements répartis dans 130 communes et plus de 26 000 locataires**, l'OPAL mesure chaque jour cette réalité.

Trouver un premier logement lorsque l'on est jeune. Pouvoir vivre à proximité de son emploi ou de sa famille. Disposer d'un logement correctement rénové. Pouvoir rester chez soi lorsque l'on vieillit. Ne pas avoir froid l'hiver et mieux supporter demain les périodes de fortes chaleurs.

C'est à cela que doit servir une politique du logement.

À l'OPAL, nous n'avons pas attendu que le logement revienne au premier plan du débat national pour agir. Nous réhabilitons notre patrimoine, améliorons sa performance énergétique, adaptons des logements, accompagnons les besoins des jeunes et des familles et préparons notre patrimoine aux conséquences du changement climatique.



Mais pour continuer à agir, les bailleurs sociaux doivent en avoir les moyens.

Les lois et les dispositifs peuvent naturellement être discutés et évoluer. C'est le principe même du débat démocratique. Mais une question doit toujours nous guider : **permettent-ils concrètement de construire lorsque cela est nécessaire, de réhabiliter davantage et de proposer des logements accessibles à celles et ceux qui en ont besoin ?**

La transition écologique ne doit pas davantage être opposée à la politique du logement. **Rénover un logement, c'est à la fois améliorer son confort, réduire ses consommations et préparer notre patrimoine aux évolutions climatiques.** L'écologie devient alors une réponse concrète à la vie quotidienne, et non une contrainte supplémentaire.

Cette responsabilité ne repose évidemment pas sur les seuls bailleurs. Elle doit être portée par l'État, les collectivités, les élus et tous les acteurs du logement, avec des réponses adaptées aux réalités de chaque territoire.

À l'approche des grandes échéances démocratiques qui attendent notre pays, le logement doit retrouver toute sa place dans le débat public.

Les propositions peuvent différer. Les choix politiques peuvent être débattus. **Mais les Français, eux, attendent des résultats.**

Pouvoir se loger. Pouvoir payer son logement et ses charges. Vivre dans un logement adapté à sa situation et correctement entretenu.

C'est sur ces réalités que nous devons concentrer notre énergie.

Le logement n'a pas besoin de slogans. Il a besoin d'une politique, de moyens et d'actes.

Et dans l'Aisne, avec les équipes de l'OPAL et nos partenaires, **c'est à cela que nous travaillons chaque jour.**